Les subsides

permis à Dome de recevoir 1,28 milliard de dollars puisés à même le Trésor public.

Notre programme prévoit qu'aucune entreprise ne peut recevoir plus de 3,3 millions de dollars, ce qui offre la garantie que les petites sociétés en seront les principales bénéficiaires.

Je suis sidéré que le Nouveau parti démocratique ait le culot de présenter sa résolution après avoir été à l'origine de la plupart des problèmes. La politique du Nouveau parti démocratique consiste à stopper toute exportation de pétrole vers les États-Unis. L'industrie est en crise parce que le cours du pétrole s'est effondré, et pourtant le NPD couperait ses débouchés en empêchant la vente de pétrole aux Américains, ce qui réduirait beaucoup les provisions de caisse.

Examinons les conséquences de la politique du NPD selon laquelle il ne faut pas vendre d'essence aux Américains. Il n'y aurait pas d'entrée de capitaux, pas d'emplois, pas de forages, par contre il y aurait davantage de chômage. La logique de leur raisonnement m'échappe.

Je voudrais parler un instant de la fusion de Dome-Amoco. Le Nouveau parti démocratique propose que le gouvernement prenne des mesures en vue de favoriser la canadienisation. Il y a eu une offre canadienne mais le NPD oublie de rappeler que cette offre aurait coûté aux contribuables canadiens plus de 600 millions de dollars, ce qui représente une énorme dépense pour tous les hommes, femmes et enfants du Canada. En outre, ils oublient de nous dire que cette offre considérerait la dette de Dome Petroleum envers le gouvernement du Canada comme un prêt non garanti. Cela signifie que le gouvernement recevrait 30c. pour chaque dollar pour un prêt de 180 millions de dollars, ce qui nous coûterait 120 millions de dollars de plus. Ils oublient également de nous dire que cette offre est parrainée à 25 p. 100 par une société pétrolière étrangère.

Si nous devons adopter le programme du Nouveau parti démocratique et aider la société Dome à rester canadienne en dépensant 600 millions de dollars de l'argent des contribuables et en remettant une dette de quelque 120 millions de dollars, nous aiderions les banques canadiennes. Autrement dit, les socialistes contribueraient au renflouement des banques canadiennes qu'il veulent également nationaliser. Ils feraient faire d'abord aux banques de gros profits grâce à cette affaire. Leur programme est incohérent.

Résumons les réalisations du gouvernement. Nous avons établi un marché libre pour le pétrole et nous nous efforçons de faire la même chose pour le gaz. Cela ne nous rend pas citoyens de deuxième classe parce que nous vendons nos produits au même prix courant que n'importe quelle marchandise canadienne.

Nous avons modifié l'impôt sur les revenus pétroliers moins de trois mois après l'effondrement du prix du pétrole et l'avons supprimé complètement dans les neuf mois qui ont suivi. Nous avons aidé les petits producteurs en rendant cette mesure rétroactive. Nous avons établi un programme de 350 millions de dollars pour créer des emplois. Nous avons aidé les petites sociétés de ce secteur pour remettre les derricks en service, de sorte que le célèbre spécialiste auquel j'ai fait allusion prévoit qu'ils seront tous en service au cours du quatrième trimestre de cette année. C'est la preuve que nos mesures sont efficaces.

Nous avons également signé l'Accord atlantique avec Terre-Neuve et la Nouvelle-Écosse pour leur plus grand avantage.

Je suis fier de notre bilan et du modeste rôle que j'ai joué dans la réalisation de ces objectifs. Nous nous rendons compte qu'il y a eu des moments difficiles, mais nous reconnaissons les problèmes, nous avons consulté l'industrie et les provinces et nous avons trouvé ensemble des solutions. Je suis heureux de pouvoir constater certains résultats et de savoir qu'il y en aura encore de meilleurs dans les jours à venir.

M. MacLellan: Monsieur le Président, le député de Calgary-Nord (M. Gagnon) parle de l'homme qui a été renversé par un camion, s'est rétabli à l'hôpital puis est mort de pneumonie parce que le gouvernement conservateur avait ouvert les fenêtres et lui avait enlevé toutes ses couvertures.

Le gouvernement mène à sa perte le secteur énergétique et il cherche à en rejeter le blâme sur le Programme énergétique national dont il se sert d'ailleurs comme prétexte pour justifier son immobilisme.

Entre autres rares initiatives, le gouvernement a déréglementé le gaz naturel l'été dernier. Le député aurait intérêt à interroger les producteurs sur les avantages que leur procure cette déréglementation. Car il apprendra alors que ces gens sont obligés de vendre leur gaz naturel à un prix inférieur au coût de production, que certains d'entre eux travaillent pour rembourser les banques, et que d'autres vendent leur produit à un prix nettement bas pour rembourser les créanciers bancaires, ce qui nuit à ces entreprises viables. On se débarrasse du prix transfrontalier, ce qui n'avantage que les Américains.

Le député peut-il nous expliquer comment la déréglementation du gaz naturel aidera les producteurs qui vendent leur produit à un prix bien inférieur à leurs coûts de production?

M. Gagnon: Monsieur le Président, le député de Cape Breton—The Sydneys me déconcerte. Essentiellement, quatre facteurs ont touché le secteur du gaz naturel. Le tout a commencé en 1973, quand le prix a été bloqué et que le secteur, comme les provinces et la population en général, ont été privés de revenus de l'ordre de 56 milliards. Ensuite, il y a eu le Programme énergétique national en 1980 et la taxe sur les recettes pétrolières et gazières qui, à elle seule, a enlevé au secteur 10,5 milliards.

Le député représente un parti qui était au pouvoir quand le taux d'intérêt préférentiel a atteint le niveau effarant de 23,75 p. 100 en 1982.

Enfin, le secteur s'en remettait à peine grâce à certaines initiatives positives prises par notre gouvernement, que les prix pétroliers se sont effondrés. C'est le poids lourd piloté par les socialistes qui nous a écrasés, et non pas comme ils ont à présent le culot de le prétendre parce que quelqu'un avait laissé la fenêtre ouverte! D'après les libéraux, le baril de pétrole devait se vendre 77 \$, mais ils se sont légèrement trompés dans leurs calculs. Il se vend 24 \$, soit moins du tiers du montant prévu.

• (1720)

Je ne les ai pas vus en 1982, 1983 et 1984 supprimer la TRPG, la taxe sur les recettes pétrolières supplémentaires, le droit d'indemnisation pétrolière et tous ces droits identifiés par une macédoine de sigles quand le prix n'a pas augmenté comme il était censé le faire. Oui, nous connaissons des temps difficiles, mais nous trouvons de nouveaux débouchés. Nous accroissons nos compétences et apprenons entre autres l'art de la vente. Nous vendons du gaz sur le marché californien où